

# Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

21 février 2019

## ***Nous assistons à une transformation profonde de la société :***

### • **Du point de vue économique,**

Plus aucun secteur n'échappe aujourd'hui à la loi du capital. Compétitivité, rentabilité, concurrence, mondialisation, sont les maîtres mots utilisés aujourd'hui partout pour justifier la casse industrielle qui se poursuit, mais aussi la casse des services publics, des fonctions publiques soumises aujourd'hui aux critères du capital, tout cela s'accompagne de la casse des droits sociaux et la remise en cause de libertés fondamentales.

Aucun service, aucune fonction publique n'y échappe, santé éducation, formation, protection sociale, recherche, collectivités territoriales, la privatisation des entreprises nationales est bientôt achevée, tout cela au nom du profit et qu'elle qu'en soient les conséquences sociales.

La casse industrielle, au-delà des suppressions massives d'emplois et des drames qu'elle engendre, la recherche constante de profits nouveaux, la mise en concurrence des entreprises entre elles affaiblissent considérablement le poids de l'industrie dans l'économie et met en cause également l'indépendance nationale, et sous bien des aspects la souveraineté nationale.

On le voit bien avec la vente d'Alstom énergie à l'Américain Général Electric qui peut à tout moment stopper ou menacer le fonctionnement des centrales nucléaires françaises puisqu'il possède la fabrication des turbines indispensables à leur fonctionnement, idem pour l'armement nucléaire.. Il suffirait d'un désaccord politique entre pays pour soumettre la politique française à celle d'une force étrangère, c'est ce qui se passe avec la situation iranienne où les États-Unis dictent leurs exigences et obligent les industries présentes à appliquer les décisions du capital américain.

Le droit international est bafoué, mais les USA en ont l'habitude, ils dictent leur loi pour leurs intérêts particuliers (et de leurs multinationales bien sûr).

La casse industrielle entraîne donc des conséquences politiques dont personne ne parle. 46 % du chiffre d'affaires boursier du CAC 40 est détenu par des entreprises étrangères.

Des entreprises comme Areva (nucléaire), Airbus, Alstom transport, Sanofi (pharmacie) ainsi que la Société Générale et la BNP sont aujourd'hui dans le viseur de multinationales étrangères il n'y a pas de limite au capital sauf bien sûr la lutte politique pour l'abattre.

L'agriculture, devenue industrie agricole est totalement maîtrisée par les multinationales de l'agroalimentaire avec les conséquences dramatiques sur les conditions de travail et de rémunération des agriculteurs. L'accord sur l'alimentation signé dernièrement entre le gouvernement et les représentants de l'agriculture ne changera rien à cette situation. **Le seul effet ressenti c'est l'augmentation de 4,2 % des prix de l'alimentation en 15 jours sans aucun effet sur la rémunération des agriculteurs, les multinationales se frottent les mains.**

### • **Du point de vue social :**

La maîtrise du capital est aujourd'hui totale sur le budget de l'État où les critères du privé s'appliquent au nom d'un « déficit public », de dépenses publiques trop importantes. Toutes les actions publiques doivent être rentables quelques soient les domaines d'intervention ou leur champ d'action.

• L'éducation nationale du primaire à l'université et aux études supérieures est restructurée que ce soit au niveau des programmes scolaires, du nombre et des horaires des personnels, du nombre d'établissements ou de classes, des conditions de travail des enseignants, des conditions d'accès aux études supérieures, il s'agit d'aller à l'essentiel : former la jeunesse à l'économie capitaliste.

- La santé est un secteur très convoité par les multinationales parce que cela représente beaucoup d'argent (200 milliards). Les gouvernements qui se succèdent ont tour à tour attaqué la Sécurité Sociale et son financement, la protection sociale et ses secteurs d'activité, l'accès à la santé est de plus en plus rendue difficile.

L'Hôpital public est la cible privilégiée des grosses multinationales de la pharmacie, des laboratoires, des fournisseurs d'équipements médicaux. Le projet de loi santé présenté dernièrement par le gouvernement va beaucoup plus loin dans la casse du service public de santé.

Rappelons ce qui a déjà été fait par les pouvoirs successifs en quelques années : en 20 ans la moitié des maternités a disparu, 35 sont menacées aujourd'hui. Entre 2009 et 2016, 9000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux, 20 000 en 20 ans. En 10 ans, 60 % des lits ont été supprimés en psychiatrie. L'objectif du pouvoir est de continuer à restructurer la santé en profondeur pour en arriver à un système privé modèle anglo-saxon dont on connaît les dégâts qu'il occasionne.

Après avoir fermé 85 hôpitaux publics en 2017, le but est de garder un seul hôpital par département, la fermeture d'hôpitaux va donc se poursuivre, les critères de rentabilité des actes et mis en avant pour justifier la casse. Nous en connaissons les conséquences : prise en charge plus longue, temps d'hospitalisation plus court, augmentation des accidents de santé, des dépenses de santé.

Le système de santé français est démantelé au nom du profit. Son financement soumis à la loi du capital, l'accès à la santé rendue plus difficile pour les plus démunis, la santé à plusieurs vitesses depuis longtemps dénoncée devient réalité.

Les personnels de santé ne se laissent pas faire, des grèves ont lieu partout, les luttes se sont multipliées en 2018 dans le secteur mais voyons bien que là comme ailleurs la lutte politique pour débarrasser le capital est essentielle.

Les collectivités territoriales comme tous les autres secteurs publics sont soumises à des restrictions massives de moyens ; les services communaux, départementaux, régionaux sont tour à tour privatisés, les compétences communales transférées aux régions ou aux départements, le financement des investissements freiné par la diminution des dotations de l'État.

Les collectivités territoriales augmentent les taxes locales pour assurer le financement de services restants. Les régions sont de plus en plus en concurrence entre elles que ce soit en matière de transports, de logement, d'aides sociales, de réseaux routiers, d'infrastructures...

Les regroupements de communes se multiplient, l'objectif est d'en réduire massivement le nombre, la disparition des services durement ressentie par les populations. Cette attaque contre les collectivités territoriales consiste à soumettre les régions au capital français et européen, à privatiser les infrastructures à centraliser et éloigner les lieux de pouvoir et de décisions au détriment des communes notamment.

Au nom de la diminution de la « dépense publique », les besoins les plus élémentaires ne sont plus satisfaits. Ce n'est pas pour rien que 50 % des maires de France déclarent ne plus vouloir se présenter aux élections, mais disons-le sans retenue, il y a peu de réactions des élus locaux qui appliquent et votent les décisions prises par le gouvernement et les députés. À la fin ce sont les populations qui en subissent les conséquences.

Par contre les budgets de la défense et de la justice augmentent fortement, autrement dit l'appareil répressif dirigé contre le peuple est privilégié, c'est une constante dans les périodes de crise politique et de luttes sociales.

Après avoir cassé le code du travail, sans aucun effet sur l'emploi et les conditions de vie au contraire, le patronat veut aller encore plus vite et plus loin.

L'assurance-chômage dont nous connaissions à l'avance qui allait payer, la retraite par répartition dont les syndicats ne parlent plus (sauf la CGT), comme si la retraite par points était inéluctable et acquise d'avance.

La santé nous l'avons vu, l'éducation aussi, les suppressions de 120 000 emplois dans la fonction publique font partie d'un même plan, d'une même politique au service exclusif du capital.